

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10°)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

La conférence de la "PAIX"
est en plein travail.
La prochaine guerre
est en bonne voie...

RELENTS DE POUBELLES

Du Palais-Bourbon au Luxembourg

La France aujourd'hui est gâtée. Elle avait son Palais-Bourbon, temple du verbe et de la vanité, dans lequel la Troisième République a grandement démontré l'immoralité de la vie parlementaire.

C'est dans ce même édifice que, fidèle à une tradition qu'elle entend bien ne pas abandonner, la Quatrième du même nom s'acharne à faire son nid. Ce qui prouve bien que les odeurs de poubelle ne lui font pas peur et qu'elle n'est pas d'une nature si délicate, malgré son

les électeurs, éternels chercheurs de l'oiseau rare, du GOUVERNEMENT QUI GOUVERNERA BIEN, paraissent, cette fois encore, disposés à donner leur avis sur une question que l'histoire a depuis longtemps résolue. Les gouvernements ont tous échoué dans leur tâche si l'on considère celle-ci sous l'angle du bien-être collectif dans le respect de la liberté individuelle.

Le véritable ordre social est ailleurs, mais on ne semble pas décidé à l'admettre... Et il se trouve encore une partie de l'opinion pour accorder de l'importance aux débats d'une Constituante qui, par son impuissance et sa médiocrité, aurait dû depuis longtemps déjà être disqualifiée à jamais !

Mais Paris, ex - Ville Lumière, avait droit à d'autres marques d'irrespect que celle d'être prise pour siège d'une vague assemblée constituante dont la mission est de promulguer des lois pour quarante millions d'âmes seulement. C'est pourquoi elle a aujourd'hui l'honneur, le privilège, d'être l'hôte des représentants de 21 nations discutant paisiblement sur l'avenir de l'univers.

C'est au Palais du Luxembourg (où siègeait autrefois le Sénat) que ces « honorables » délégués — 6 combien officiels — de 21 États ont été reçus pour préparer leur mauvais coup. Ici encore, la tradition est respectée ; et le Luxembourg est, par excellence, le symbole d'un monde bousculé, tiraillé de toute part, et qui ne veut cependant pas lâcher prise.

Au Palais-Bourbon, c'est le passé qui s'accroche ; au Luxembourg également. D'un côté, un État, avec son maître, le capitalisme, se cramponne désespérément pour retarder sa chute ; de l'autre, ce sont DES ETATS, des puissances capitalistes se disputant l'hégémonie économique — et, par voie de conséquence politique — du monde. Au Palais-Bourbon, la constitution en voie d'élaboration prépare les règles de la guerre sociale à l'intérieur des frontières. Au Luxembourg, sous la séduisante appellation de « traité de paix », on organise la prochaine guerre impériale ; et chaque parti cherche à se réserver le plus de territoires possibles, et même la guerre n'est pas pour tout de suite, elle constitue néanmoins, en

tant que menace, un épouvantail assez impressionnant pour inciter au calme les peuples pouvant penser que l'heure de leur libération sociale a sonné.

En présence d'un tel étalage d'hypocrisie et de basses combinaisons au moyen desquelles on veut asservir le prolétariat universel et lui faire accepter par la peur toutes les turpitudes auxquelles se livrent des dirigeants sans scrupules (ceux de Russie comme les autres), comment ne pas proclamer que seul le vent de la Révolution sociale peut balayer tant d'immundices dont le monde est empoisonné ? A quand la mobilisation des cœurs, des énergies ? Non pas par l'armée, mais pour la suppression de toutes les armées, de tous les gouvernements, de tous les capitalistes, par la révolution qui, ayant réduit en poussière ce régime condamné, instaurera le fédéralisme anarchiste ?

En attendant, comment ne pas déplorer que les 22 aient fait tant d'innocentes victimes, alors qu'un si grand nombre de sinistres canailles ont été épargnées et continuent leur œuvre néfaste d'hommes d'État ou de capitaines d'industries...

L'AVION remplacera-t-il trains et paquebots

L'aviation est utilisée dans le monde entier pour les besoins civils de toute sorte. Le transport de passagers ou de courrier postal est, déjà chose ancienne et n'a pas besoin d'être mentionné. Les prières et fruits de l'Afrique du Nord à destination de la Métropole, ainsi que ceux du Vaucluse pour la capitale, les fleurs de la Riviera, etc., sont acheminées quotidiennement par la voie des airs.

En Sibirie, des étendues immenses de terrains cultivés sont — chose presque incroyable — arrosées grâce à l'aviation. Du moins, les Soviets l'affirment-ils. Aux États-Unis, l'aviation privée prend des tendances considérables si nous en croyons le « Document de la Semaine », n° 77. Cette publication officielle américaine affirme en autres que 700 « Republic Seabee », avion amphibie à 4 places, auraient sortis des usines au début

(Suite page 3.)

CE QUE LA CONFÉRENCE DES 21 NE RÉSOUDRA PAS : Problèmes allemands

Tout esprit averti conçoit que les finasseries de procédure, à la Conférence des 21 (qui en fait n'a que des observations à formuler et des rectifications à faire aux traités de paix préparés par les 4 Grands) n'est qu'un intermède. Le grand problème, c'est le problème allemand. Nous en avons souvent entretenu nos lecteurs ; il est aride, complexe et d'autant plus difficile à résoudre que les 3 ou 4 grands tentent d'en faire un système défensif à leur profit.

Il n'y aura pas de Paix, même capitaliste, tant que le problème allemand ne sera pas résolu. De plus, la Paix ne sera qu'un état précaire, si le problème allemand est résolu en dehors de la présence du peuple allemand et de son entière liberté d'expression. La guerre sera en Allemagne dans la mesure où les vainqueurs y sèment volontairement les moyens nécessaires à la faire renaître. Ces moyens, dans le régime capitaliste et en présence des menées impérialistes que nous voyons s'étendre de plus en plus ouvertement, ne peuvent vivre et prospérer que si la liberté, le goût de l'internationalisme prolétarien, la solidarité des peuples contre les conflits organisés par les puissances qui nous dominent se manifestent effectivement.

C'est pourquoi nous devons dire, en nous adressant au peuple allemand lui-même, que nous sommes solidaires avec lui de toute action qui visera à reconquérir la liberté (fût-ce la démocratie) et à l'orienter vers la révolution sociale, moyens que les occupants de quelque zone que ce soit, mettent actuellement sous le boisseau. Étudions quelques données du problème afin de mieux comprendre comment on nous le présente et comment nous nous re-fuserons de l'accepter.

La grande ligne de démarcation : le Danube, se divise sur ses 2.800 kilomètres d'étendue, en plusieurs bassins : bassin allemand-allemand, bassin hongrois et roumain-bulgare. Cette grande voie de communication, reliant l'Europe Centrale à l'Europe Méridionale, on conçoit déjà l'intérêt que représente cette démarcation géographique naturelle. L'origine des Germains est mal définie, d'après certains auteurs elle serait l'Inde. Les Celtes qui leur avaient succédé furent contenus pendant quatre siècles au-delà du Danube et du Rhin par les légions romaines. À la décadence, les Germains forment des royaumes dans les territoires romains au-delà du Rhin et du Danube, tandis que les Slaves peuplent l'Europe Centrale. Sous la forme des Empires du Saint Empire Romain Germanique, ce fut d'abord par sept siècles principaux, puis par neuf. Les guerres révolutionnaires 1789-1793 en apportant la suppression des souverainetés sociales, laïques ou ecclésiastiques, introduisant leur cher système centraliste qui, beaucoup plus autoritaire, affaiblit désormais le particularisme allemand.

Napoléon I^{er} en prononçant la dissolution du Saint Empire, favorisa les tendances unitaires nationalistes par la conception de la confédération du Rhin qui devint par la suite la Confédération Germanique composée de 39 États, placés sous la présidence de l'Autriche. La Prusse, que l'on trouve à l'origine de l'Union Douanière (Zollverein) prend dès lors la tête d'un vaste mouvement d'unité nationale allemande,

qui se concrétisera d'abord par l'éclosion de l'Autriche à la suite de la défaite de Sadowa en 1866 et enfin l'affirmation de l'hégémonie prussienne, lors de la guerre menée heureusement par cette dernière contre la France en 1870.

Guillaume I^{er}, roi de Prusse, devint des lors empereur d'Allemagne. La tâche n'était pas la diplomatie, menée par Bismarck fait alors la fortune de la famille Hohenzollern, qui, pendant que



l'année-huit ans, tiendra en mains les destinées de l'Allemagne. Nous verrons par la suite d'autres problèmes économiques et politiques et nous tirerons les conclusions de cette étude. D'ores et déjà nous pouvons proclamer que le problème allemand restant en suspens, c'est la guerre qui continue, diplomatiquement, économiquement, politiquement... en attendant que les Dieux aient soif à nouveau du sang des peuples... de tous les peuples.

N.D.L.R. — Cet article est le premier d'une série de trois traitant du même sujet en considération des « travaux » de la conférence des 21. Deux autres seront donc publiés parallèlement au déroulement de la dite conférence.

UN DÉSASTRE

Les accords Blum

Les chiffres officiels du gouvernement français, concernant les accords Blum, commencent à faire timidement leur apparition. À la descente d'avion de notre ambassadeur officiel, nous fîmes dans les rares qui rompirent le cheeur enthousiaste des journalistes en attendant le los de l'habile négociateur. Nous terminons notre critique — 31 mai — en assurant que les clauses, plus ou moins draconiennes de l'accord ne seraient divulguées — si elles l'étaient jamais ! — qu'après les élections.

D'autres élections devant avoir lieu dans deux ou trois mois, et qui n'étaient pas prévues à l'époque, la connaissance totale des accords nous sera donc possible qu'après cette consultation populaire. Ceci démontre l'usage des critiques réalistes des anarchistes qui sont les seuls à pouvoir prophétiser à coup sûr les événements futurs et à avoir la possibilité de les énoncer. Mais puissions donc sans plus tarder dans la documentation officielle rarissime.

Les crédits octroyés

2.774 millions de dollars ont été annulés. Ils représentaient des avances au titre prêt-bail, conclues en vertu de la loi communale des deux capitalistes contre le rival allemand et nous n'avons pas lieu de remercier outre-mesure nos créanciers soi-disant libéraux et compréhensifs. Car, outre, nous le répétons, que ces crédits ont servi en vue de la victoire des Alliés, l'abandon de cette dette était tacitement prévue lors de leurs conclusions. Cette annulation n'est donc qu'une consécration d'accords antérieurs et ne doit pas entrer dans l'actif du bilan Blum.

Notre dette totale, à la fin de la guerre, étant de 3.474 millions de dollars, il restait donc 700 millions de dollars à rembourser. Depuis 280 millions l'ont été ce qui fait donc que nous devons à titre de dettes situées en dehors des avances Blum — 420 millions de dollars au prêteur américain. Il faut y ajouter maintenant 300 millions pour achat des fameux surplus — qui, en plus d'articles indéniablement intéressants, représentent tant de « rossignols ». Nous arrivons donc à une dette totale de 720 millions de dollars, à rembourser en 35 ans, à partir de 1951 et à un intérêt de 2 0/0.

Un simple calcul nous indique ainsi qu'à partir de cette date nous verserons, en devises ou en or, une somme annuelle de 1.728 millions de francs d'intérêts à laquelle il faut joindre la 35^e partie du capital, ou approximativement 2.468.570.000 fr., soit un total de près de 4.200 millions ! Il est évident que les années suivantes verront un soulagement — infime dans les premières années — au remboursement dû aux annuités précédentes.

D'après la convention du 13 juillet avec l'Export-Import Bank une nouvelle somme de 1.200 millions de dollars nous est prêtée, soit 550 millions de crédits anciens et 650 de crédits nouveaux. Cette somme est remboursable, toujours

en or ou en devises, en 40 ans, à partir de 1952 au taux de 3 0/0. À cette date, la France paiera à l'U.S.A. :

1^{re} Dette Import-Export : Intérêts, 4.320 millions de francs ; capital, 3.800 millions de francs ;

2^e Dette initiale (1) : Intérêt, 1.644 millions de francs ; (Ap. proximativement) capital : 2.549 millions de francs.

Soit : 11.912 millions de francs !

Où diable le ministre des Finances de l'époque trouvera-t-il ces sommes astronomiques en or ou en devises ?

À ce total, impressionnant et mathématiquement irrécouvrable, il faut encore ajouter les crédits britanniques, soit environ 25.633 millions de francs, les crédits canadiens : 24.390 millions de francs environ, de beaucoup d'autres pays dont la Suède, l'Union des Pays-Bas, etc., et dont il faudrait bien faire le service des intérêts et le remboursement du capital, en même temps que celui des États-Unis. M. Baragot a déclaré, lors de la ratification par la Constituante des accords Blum-Byrnes, que le service de la dette extérieure passera de 60 millions de dollars en 1946 à 220 en 1952, soit 26.400 millions de francs à verser, chaque année et en or. Soulignons l'impressionnant volume de ce chiffre officiel et la personnalité de M. Baragot parlant au nom de la Commission des Finances.

Des dépenses illégales et répréhensibles

L'esprit reste confondu tant par l'énormité de ces chiffres, que par la gravité des engagements pris. Rappelons-le en passant, ces crédits non encore légalisés par la Constituante jusqu'à la semaine passée sont en grande partie déjà absorbés. Il ne nous reste plus, en effet, sur cette dette de 1.920 millions de dollars que 380 millions à rembourser.

Jean Jaurès et la Paix

Le 31 juillet, manifestation socialiste-communiste à l'endroit même où Jaurès fut assassiné en 1914, à l'angle de la rue Montmartre et de la rue du Croissant, deux partis « frères » avaient, selon toute vraisemblance, organisé en commun cette commémoration. Cependant, le lendemain, l'Humanité semblait en faire la seule affaire du parti communiste, alors que de son côté Le Peuple paraissait en faire celle du parti socialiste. À part ça, les lecteurs de ces deux journaux sont bien informés.

Comme nous passions rue du Croissant sans savoir qu'avait lieu cette manifestation, nous entendîmes un air de retraite au flambeau joué par des cultivateurs. Quel ne fut pas notre étonnement en apprenant que c'était la mémoire de l'assassinat de Jaurès que l'on jouait des airs aussi peu pacifiques !

Il est vrai que nul ne pouvait dire quelle aurait été la position de Jaurès s'il avait vécu ; mais on pouvait tout de même éviter de donner une allure belliqueuse à une manifestation par laquelle on prétendait marquer sa défiance à une victime des va-et-vient de son époque.

utiliser. Encore faudrait-il en déduire 83 millions dus au titre des transports divers (2) — que de pots-de-vin doivent être versés dans cette somme invraisemblable ! — et 100 millions dont le montant couvre des commandes effectuées après le 15 avril. Il reste donc en définitive 200 millions de dollars disponibles pour le démarrage du PLAN MONNET qui a besoin d'un minimum de près de 4 milliards ! C'est suffisamment prouver l'impossibilité pratique de ce plan, base cependant de l'économie française, et, par conséquent, l'inutilité nocive de ces emprunts onéreux.

Il reste aussi que l'emploi prématuré de ces sommes était illégal. Nos hommes politiques, nos ministres, nos hommes d'affaires se sont mis hors la loi, hors cette loi qu'ils sont chargés de faire ou d'exécuter. Ce ne sont pas les anarchistes, évidemment, qui demandent pour eux l'application des peines encourues envers quiconque enfreint la loi. Mais il est bon, et même plaisant, que nous signalions de temps à autre des cas semblables qui prouvent la partialité de ces lois.

Où trouver l'argent ?

Le gouvernement, en effet, se pose la question et en désespoir de cause compte sur des rentrées problématiques dont l'or théorique du marché noir par les particuliers fera l'objet de promesses et d'avantages scandaleux.

Il est vrai que certaine clause permet au débiteur français de retarder d'une ou plusieurs annuités, les remboursements en cas d'impossibilités dues au retard de la reprise économique française. Mais n'est-ce pas la précisément qui réside le danger pour l'indépendance de notre économie nationale ? Car à qui fera-t-on croire que les industriels américains consentent, sans contre-partie, une remise partielle ou des arrangements plus favorables ? L'exemple anglais n'est-il pas symptomatique à cet égard par les concessions que doit accepter la Cité envers Wall-Street ?

Ne peut-on pas et à juste titre, craindre que le financier yankee ne mette notre pays en état de vassalité ? M. de Menthon lui-même n'éprouve-t-il pas les plus grandes appréhensions lorsqu'il se demande si notre avenir économique est, ou n'est pas, engagé ?

Pour nous, anarchistes, la question ne se pose pas de savoir à quelle sauce les classes laborieuses de ce pays seront mangées. Nous divulguons, avec les chiffres officiels, les réflexions qu'ils font naître. Elles amènent à craindre le bûcher des accords Blum en en faisant ressortir l'odieuse bataille. Elles conduisent à prophétiser que les classes laborieuses feront seules les frais de l'impasse où se trouve notre capitalisme impuissant et débordé. Elles appellent, enfin, le prolétariat tout entier, ouvriers, employés, cadres, à ne pas se laisser manger, ni par l'un ni par l'autre capitalisme et à prendre rapidement l'offensive en abattant le régime capitaliste dans les délais les plus brefs.

(1) Déduction faite de l'annuité de 1951.

UN "FRANC-TIREUR" en délire

Si par hasard, dans le futur ou dans le passé, on nous présentait un panthéon destiné à recevoir les restes précieux des publications qui contribuèrent le plus à la jeter dans les bras de la stupidité, nous voudrions espérer que « Franc-Tireur » y occuperait une place de choix.

Car, de tous les journaux qui, chaque matin, essayent vainement de faire le record de bêtise, « Franc-Tireur » se distingue particulièrement par sa fougue et sa persévérance.

Les feuilles violemment stupides, certes, ne manquent pas, mais elles le sont très inégalement ; deux ou trois fois par semaine, un jour non l'autre, tandis que « Franc-Tireur », lui, invariablement, l'est six fois par semaine et il déplore le repos du lundi qui l'empêche de l'être sept.

À l'avant-garde du crétinisme (« de la République », dit-il), telle est la devise sacrée à laquelle depuis sa naissance il se conforme avec une rigueur digne des plus grands éloges, des plus profonds respects, et, s'il n'est encore jamais parvenu à atteindre l'« Humanité », c'est que celui-ci n'est pas de ces champions qui s'endorment sur leurs lauriers.

L'enviable succès que connaît la vente de « Franc-Tireur » n'est donc pas dû, comme des plaisantins se plaisent à le faire accroire, à la pénurie de papier hygiénique, mais à l'impitoyable quintessence de ceux qui le fabriquent et au nombre incalculable de jo-

crisses que compte la France à l'heure actuelle (la nation la plus « spirituelle » du monde).

À l'exception de quelques égarés, de quelques traîtres à la cause idiote que, d'une manière perfide, introduisent dans leurs articles des idées fauchement intelligentes, les rédacteurs du « Franc-Tireur » sont affligés d'un crétinisme aigü.

Il y a le huron à la meurtrière platitude des échos duquel nous ne saurions trop vous recommander de vous exposer si vous voyez la nécessité d'un auto-dérisionnement de vos facultés intellectuelles.

Il y a le foudre d'idiotie qui, pendant que nous sommeillions, se range avidement les ongles pour tirer du néant les tas de calembours qu'on publie en manchette afin qu'ils soient mieux vus ; calembours forcés et propres à engendrer des sentiments de jalousie chez les spécialistes du « Canard enchaîné » (s'ils ne coulent pas de la même source...).

Il y a enfin et surtout Madeleine Jacob, la divine Mad, celle après de laquelle Simone de Beauvoir fait figure de petite fille car les écrits de cette dernière se contentent de trahir une innocence totale, tandis que ceux de Madeleine relèvent quelque peu du sadisme.

Il est évident que ce sadisme n'a rien de paillard au degré de l'horrible ; la divine Mad n'éprouverait sans doute aucune jouissance à égarer des collaborateurs et des Allemands, à les égarer (Suite page 4.)



On donne d'une main...



et on reprend de l'autre.

Propos d'un vieux.
Et maintenant, attendons des jours meilleurs...

PROBLEMES ESSENTIELS

LES ANARCHISTES face au TROTSKYISME

Nous ne nous substituerons pas, dans la mise au point que nous voulons faire, aux insultes du parti dit communiste, qui assimilent invariablement les trotskystes partisans (?) de la tactique de Trotsky en matière politique, aux « agents des trusts » et d'on ne sait quelle cinquième colonne. Si nous jugeons nécessaire de bien définir le *lâché* qui nous sépare de ces nouveaux marchands de vent, ce n'est pas pour nous associer à la meute qui, nous, nous assoit sur le dévotion d'un jour d'averse sur eux des torrents d'écume.

D'ailleurs, on peut se demander pourquoi les disciples de Staline sont si vichement enragés par Trotsky, puisque, les uns et les autres, puisent leur substance idéologique chez Marx et Lénine. La source qui alimente le trotskysme et le stalinisme est la même, mais ces deux dérivés, bien qu'empruntant à peu près les mêmes voies, sont de taille très inégale et, alors que le plus petit (le trotskysme) veut atteindre la puissance de son frère aîné, ce dernier met tout en œuvre pour l'étouffer, comptant bien qu'il ne parviendra pas à se développer.

La clientèle électorale étant la même pour l'un comme pour l'autre et les buts poursuivis par tous deux n'ayant pas de différences fondamentales, nous dirons donc qu'il n'y a, dans leurs attaques réciproques, qu'une querelle de famille ou une concurrence immédiate dans la course à l'électorat.

Le parti communiste, lorsqu'il était encore jeune, était combattif, comme l'avait été avant lui le parti socialiste, qui avait lui-même été précédé, dans l'opposition parlementaire, par le parti radical. Le radicalisme s'est usé, a perdu tout dynamisme au contact de la vie parlementaire et gouvernementale. Le parti socialiste qui lui succède dans cette voie, connaît la même usure et la même fin sans gloire. Il n'est plus aujourd'hui qu'un parti de gouvernement et se complait à administrer, gérer une économie bourgeoise qui hier il affirmait vouloir détruire. Le parti communiste connaît le même sort. Et en plus de son dynamisme d'antan il paraît avoir perdu jusqu'à la moindre velléité de transformation économique.

Tous ces partis ont connu le sort qu'ils devaient fatalement connaître. Ils prétendaient vouloir transformer la société, bouleverser les rapports économiques et sociaux, en se servant de l'Etat comme instrument de cette transformation. Tous, ils ont été eux-mêmes transformés par ce qu'ils voulaient domestiquer : l'Etat. Tous, ils sont devenus prisonniers de la chose qu'ils ont employée pour briser le pouvoir : la politique. Tous, ils n'ont pas voulu admettre que l'Etat n'est que l'expression politique et l'installation juridique de la puissance économique ; qu'en s'en faisant les gestionnaires ils se faisaient les serviteurs de ce qu'ils prétendaient combattre.

Le Parti Communiste International-

liste (trotskyste) et ses satellites ne sont que des républicains de leurs derniers, dont les derniers en date sont les stalinistes. Revenant à leur compte les mêmes élucubrations, ils affirment que la solution révolutionnaire du problème social réside dans la prise du pouvoir politique et qu'il suffit que les opprimés aient « leurs hommes » au gouvernement pour que ceux-ci liquident la société bourgeoise ; que cette prise du pouvoir transformera l'Etat en une « dictature du prolétariat » qui sera le « gouvernement du peuple par le peuple ».

Le parti stalinien, lorsqu'il était loin du pouvoir, tenait le même langage. Il a « évolué » depuis... Le parti trotskyste se trouvant à son tour le plus éloigné de ce pouvoir, fait figure — si on le juge par ses slogans — de parti avancé. Il se trouve à l'extrême gauche de l'arc-en-ciel politique ; et s'il doit pratiquer l'opportunisme destiné à lui permettre d'approcher pacifiquement de ce pouvoir gouvernemental, il s'en trouve néanmoins encore assez éloigné et il faut le garder d'un langage dont la violence varie selon les circonstances. (N'étant pas encore « dans la place », il ne risque pas de compromettre le terrain conquis...)

Et nous arrivons ici à la démonstration de ce qui sépare irrémédiablement le trotskysme (comme toutes les écoles politiques-marxistes ou autres) de l'anarchisme. Il croit à la vertu créatrice du pouvoir, du « gouvernement » et il ne fait pas confiance à la spontanéité et aux capacités organisationnelles des masses populaires qui, selon lui, auront besoin, en période révolutionnaire et en dehors de leurs associations (conseils d'usines, de fermes, de chantiers, de consommateurs et d'usagers) d'une superstructure politique : de l'Etat.

Des trotskystes sincères diront admettez avec nous que l'Etat est fatalement oppresseur et qu'il faut le détruire, mais seulement après en avoir obtenu tout ce qu'il « peut » donner, et que le communisme anarchiste doit être précédé du communisme autoritaire, la période transitoire au cours de laquelle le prolétariat détendra le pouvoir devant servir selon eux, à « éduquer » la

grande masse du peuple et à la préparer à une vie libre. Ici nous touchons du doigt l'erreur fondamentale de toutes les écoles politiques et autoritaires.

Il y a là un problème d'ordre moral que nul ne doit méconnaître. L'exercice du pouvoir transforme les individus ; et les hommes d'Etat « prolétaires » qui, à la faveur de l'émeute — ou par le jeu de la légalité — détendent ce pouvoir, aspirent toujours à le conserver et à l'étendre. Autour d'eux se formera inévitablement tout une cour de fonctionnaires qui leur seront solidaires, et l'Etat, loin de disparaître, tendra constamment à prendre de la force. (Voir l'histoire récente de la Russie soviétique, la forme actuelle aura disparu, mais une nouvelle classe privilégiée l'aura succédé. La guerre des classes continuera et tout sera à recommencer. La révolution, pour nous, c'est autre chose.)

Nous disons que l'Etat devra disparaître en même temps que le patronat ! Seul le FÉDÉRALISME ANARCHISTE par le contrôle permanent qu'il suppose des producteurs et consommateurs sur la gestion des choses (tant économiques que sociales) créera le climat favorable à l'école de la liberté et réalisera la véritable fraternité. La liberté ne s'obtient que par la liberté. Mais encore pour admettre cette vérité, faut-il avoir un minimum de confiance dans les valeurs humaines et voir dans l'individu non seulement une unité économique, mais aussi une personne morale.

Pour le cas où le lecteur hésiterait à nous suivre dans notre raisonnement, qu'il lui suffise de retenir ceci : il est tellement vrai que les méthodes POLITIQUES ont en elles la dégénérescence des organisations qui en sont les moyens d'expression, que tout trotskyste commence DÉJÀ dans ce régime bourgeois qu'il assure vouloir détruire, à s'engager dans la voie parlementaire... et qu'il parvient à « justifier » cette attitude. Sans doute le Parti est-il nouveau, mais les moyens sont déjà vieux.

Et il arrive que dans le présent le trotskysme soit l'objet de brimades dont nous soyons frappés nous aussi, cela ne peut nous faire oublier que des camarades trotskystes au pouvoir ne seraient pas tendres pour nous. (Nous avons encore en mémoire les crimes dont Trotsky s'est rendu coupable, au cours de la révolution d'Ukraine, contre les anarchistes.) Il est clair que le parti trotskyste d'aujourd'hui est le parti stalinien de demain.

Anarchistes, nous ne sommes ni avec les politiques de gauche, ni avec ceux de droite ou du centre. Nous sommes pour la liberté par la fédéralisme aux côtés des opprimés contre TOUS les oppresseurs, dont la couleur nous importe peu et que l'instauration du communisme anarchiste, fruit du souffle révolutionnaire, nous aura pour première tâche de balayer.

L'histoire du cinéma, ce récit si discret est international par son langage, même, un langage authentique, direct, vrai, dépouillé d'une littérature artificielle, libéré de toutes les concessions spectaculaires.

L'Italien parle italien. L'Autrichien parle autrichien. La Française parle français. L'Anglais parle anglais. Et, par la seule puissance sentimentale de ce langage intégral, avant de porter nos yeux sur le sous-titre, nous saisissons, nous comprenons. Voilà une grande et courageuse découverte qui convient de saluer.

— Le metteur en scène s'est effacé derrière sa caméra. Il a laissé parler ses images. Il a peint la détresse humaine avec des tons extrêmement sobres. Pas de travellings, pas d'effets, même pas de symbolisme ! S'oublier à un tel point en faveur de l'œuvre est aussi admirable que rare. Quelle intelligence et quelle délicatesse dans une mise en scène qui s'ignore ! Ce film est un poème pathétique du cœur humain, de celui dont on ne parle pas car, par lâcheté, on ne plus être sensible, eh bien, crie sous un point, ces images nous ont emu à un point auquel nous n'aurions jamais cru.

— Voici « Dernière chance », chef-d'œuvre parmi les chefs-d'œuvre du cinéma mondial du cinéma : humain ! Merci, Leopold Linberg !

La commémoration de la révolution espagnole de 1936

En raison de la réduction de notre format pour notre numéro de la semaine dernière (réduction due au manque de papier), il nous a été impossible de relater les manifestations grandioses qui se sont déroulées dans de nombreuses villes de France pour commémorer le dixième anniversaire de la révolution espagnole de 1936.

A Paris, cette dans la grande salle de la Mutualité qu'eut lieu cette commémoration. Pour bien marquer le caractère international donné à la révolution de 1936, la manifestation avait été organisée et se déroula sous l'égide des trois organisations suivantes : Mouvement Libertaire Espagnol en France, Mouvement Libertaire Italien en France, Fédération Anarchiste et Confédération Nationale du Travail. Chaque mouvement, par la voie de son orateur, s'exprima dans sa langue respective. Le représentant de la Fédération Anarchiste insista particulièrement sur les raisons politiques qui poussent les « démocrates » à vaincre à ne pas précipiter la chute de Franco, qui continue la répression criminelle si chère à l'hitlérisme vaincu.

A Toulouse, une manifestation monstre était également organisée par le Mouvement Libertaire Espagnol en

L'AVION remplacera-t-il trains et paquebots

Suite de la 1^{re} page

de juin 1946. Chaque mois des milliers d'avions privés sont achetés en Amérique.

Enfin une dépêche d'agence nous annonce que dix compagnies de navigation aériennes de la ligne New-York-Londres assurent le transport des passagers avec une différence de 4200 fr. en moins sur le prix de la Compagnie de Navigation Maritime, la « Cunard White Star Line ». L'avion tend à être plus économique que le paquebot, mais promettement dans l'avenir.

Mais il n'est encore qu'au service des fortunés de ce monde. Ces exemples prouvent néanmoins que les utilisations pratiques et économiques du monde libéré des entraves capitalistes, trouvera dans la forme actuelle actuelle, mais promettement dans l'avenir.

CE QU'IL FAUT SAVOIR pour aider le peuple espagnol à recouvrer sa liberté

1) Le Peuple espagnol a été le premier à combattre par lui-même et les armes à la main contre le joug fasciste en Europe. Il est le premier résistant du monde.

Comment se fait-il qu'il n'ait pas été le premier délivré, lors de la victoire des Nations Unies ? Quels sont les soutiens du régime ?

2) A la tête des combattants improvisés qui, du 19 au 21 juillet 1936, arrachèrent aux armées fascistes des villes de Madrid et de Barcelone, se trouvaient les Anarchistes. L'infant Juan, héritier de la dynastie des défunctes à qui l'Espagne, c'est notoire, doit des siècles de misère et de honte : Giral, le soubrette en chef, qui refusa les armes au peuple à la veille de l'insurrection fasciste, déclara qu'il répondait de tout, et ne fit rien ; Prieto, le concubinaire, déconsidéré comme ministre de la marine ; Negrin, l'organisateur de la défaite... etc.

Comment se fait-il qu'on n'entend plus parler des anarchistes ? Ont-ils abandonné la lutte ?

3) Les projets de rétablissement du système parlementaire en Espagne tournent autour de personnalités qui inspirent bien peu de confiance : l'infant Juan, héritier de la dynastie des défunctes à qui l'Espagne, c'est notoire, doit des siècles de misère et de honte : Giral, le soubrette en chef, qui refusa les armes au peuple à la veille de l'insurrection fasciste, déclara qu'il répondait de tout, et ne fit rien ; Prieto, le concubinaire, déconsidéré comme ministre de la marine ; Negrin, l'organisateur de la défaite... etc.

L'un de ces personnalités peut-être s'empare de l'Espagne et faire l'économie d'une guerre civile ? Que serait alors le nouveau régime ?

Telles sont les questions qui nous sont fréquemment posées au sujet de la crise espagnole, dans les milieux ouvriers et antifascistes. Nous allons essayer d'y répondre sur la base d'informations puisées à bonne source.

I. Les soutiens du régime

Rien qu'en inscrivant Franco sur leur liste noire, et en boycottant son « système », les Alliés l'auraient depuis longtemps mis hors de cause. Le Caudillo s'est élevé au pouvoir sur les cadavres de 1 million 600.000 personnes. Il a « liquidé » mystérieusement tous ses collègues dans le Comité national. Il a mené une guerre d'extermination contre son propre pays et l'a gagnée, par la grâce de l'Axe Berlin-Rome, et de la non-intervention des démocrates (*). Aucun Quisling n'a accueilli autant de droit à la haine et au dégoût de ses compatriotes. Mais les Alliés continuent à fournir à Franco des carburants et des avions pour son armée de guerre civile, forte de 600.000 généraux, 27.000 officiers, 100.000 policiers et 600.000 hommes de troupe recrutés au Maroc et dans les contrées les plus arriérées du pays. Cette attitude est interprétée par le peuple espagnol comme un lâche et déloyal soutien à Franco par les gouvernements étrangers. S'il

Les débats de politique internationale sont pleins d'intérêt. On y comprend rapidement que les diplomates, comme les Etats-Majors, sont toujours en retard d'une guerre. Journaux et hebdomadaires offrent une place généreuse aux experts et observateurs qui traitent du « danger allemand » avec force citations historiques et rappels de Frédéric II ou de Guillaume. Mais le dernier des lecteurs sait pertinemment qu'il s'agit d'un paravent derrière lequel, en fait, les Etats-Unis et la Russie, jouent une partie bien plus importante dont l'enjeu est non pas l'Allemagne, mais l'hégémonie mondiale. Empêcher l'U.R.S.S. de mettre la main sur l'industrie allemande, compléter à l'industrie soviétique, tel est le but des Américains. Interdire aux Yankees d'utiliser les richesses économiques au profit du circuit commercial occidental, est l'objectif des Russes. Le reste est littérature.

Brigue et Tende sont françaises Les sœurs latines... Etat-sœur

Nos grands hommes du Quai d'Orsay feignent de l'ignorer et parlent abondamment des intérêts supérieurs de la France, de sa défense, de ses besoins, toutes choses dont les maîtres de l'heure se moquent éperdument. Bidault, mouche du coche, a cependant réussi une belle opération. En échange d'une centrale électrique, de quatre fabriques de gorgonzola et de vingt kilomètres carrés d'herbes à vaches, il s'est aliéné la sympathie du peuple italien.

France et Italie, avaient à bien des égards une position commune à défendre, et ne l'auraient défendue avec succès qu'en s'unissant victorieusement théoriquement, elles ont en réalité perdu la guerre, comme les précédentes, en ce sens qu'il leur faut, pour survivre, céder une nouvelle portion de leur souveraineté aux véritables triomphateurs — que ce soit sous forme d'accords financiers ou de prise de position en faveur de l'un ou l'autre.

Après cela, les services d'immigration auront bonne mine pour inviter dans l'hospitalité France un million de travailleurs italiens qui auront droit à occuper tous les emplois dont les Français ne veulent plus.

Dans la presse dite ouvrière, nous n'avons pas vu une seule protestation s'élever contre cette cécité du Ministère des Affaires étrangères. Les leaders socialistes et communistes sont trop heureux de pouvoir chanter l'*Internationale* en famille, et la *Marseillaise* au face des « sales étrangers ».

Nous croyons cependant que l'esprit internationaliste que ceux qui s'en réclament s'efforcent de piétiner et de balayer, n'est pas mort dans la classe ouvrière. L'Italie que nous voulons amie n'est certes pas celle de la royauté, du Vatican, des industriels du Nord ou des propriétaires terriens du Sud. Celle à qui nous disons que nos intérêts sont semblables et nos idéaux communs, est celle des classes laborieuses, qui, comme nous, souffrent des bas salaires, de l'incapacité de leurs gouvernements, de l'égoïsme de leurs maîtres.

Notre Italie est celle des occupations d'usines de 1921, de la lutte armée contre le fascisme en 1924, des milliers de combattants clandestins harcelant le régime jusqu'à son écroulement. Comme nous espérons que la France à qui les travailleurs italiens s'adressent est celle des traditions ouvrières et révolutionnaires.

L'esprit internationaliste est tombé bien bas, mais nos gouvernements réalisent une telle unité dans l'absurdité chauvine, qu'ils contribuent eux-mêmes à le révéler. L'internationalisme doit donc échanger entre résistants des deux côtés des Alpes, la « fraternité d'armes » de Bidault et de Parri, de Blum et de Saragat s'effaçant devant les nécessités du pouvoir. Le nôtre demeure : celui de ceux d'en bas, pour qui les frontières délimitent le territoire où ils sont exploités, mais ne changent en rien le système d'exploitation.

La solidarité ouvrière et antifasciste doit s'exercer, plus que jamais, en faveur des pionniers méconnus et désintéressés de la résistance en Espagne, qui sont particulièrement nombreux dans les rangs anarchistes. Il leur faut de l'argent et des armes. (SUITE PAGE 4)

II. Les Anarchistes

Depuis leur création, la F.A.I. et la C.N.T. ont été presque constamment dans l'illégalité, même sous la république. Ces organisations ont supporté le poids principal de la guerre contre Franco, pendant les années où elles ont pu exister ouvertement et prendre part à l'organisation sociale : la répression s'est abattue sur elles de toutes parts. La plus grande partie des cadres est aujourd'hui dans la fosse commune, en prison ou en exil. Cependant la lutte continue, obscure, implacable, entre les maquis anarchistes et le gouvernement. Franco, habilement, monte en épingle son activité anticommuniste : il se pose ainsi en champion de l'indépendance nationale et exploite les mauvais souvenirs laissés aux Espagnols par la ruse fasciste qu'ils ont subie en 1937-38. Mais les procès et exécutions d'anarchistes se poursuivent dans l'ombre, au secret. De temps en temps une nouvelle parvient à franchir les murs des prisons.

Le mouvement anarchiste et anarcho-sindicaliste ibérique se tient à l'écart des combinaisons gouvernementales vouées à un replâtrage du régime policier et ploutocratique en Espagne. Il sait que la dictature du fil et du triq, qui

question espagnole est, en fait, d'ordre international, et que lorsque l'Espagne se soulèvera à nouveau, les solutions au problème social (au problème humain) apporteront au monde la C.N.T. et la F.A.I. ne prendront toute leur signification que si la révolution d'Espagne est appuyée par des mouvements semblables dans les autres pays.

La révolution sera internationale ou ne sera pas. Si tout laisse prévoir que l'écroulement révolutionnaire jallera de l'Espagne, il est néanmoins évident que toute la suite qu'elle doit comporter dépendra de la solidarité des divers peuples d'Europe (et d'ailleurs) avec le peuple d'Espagne.

Enfin, Frédéric Montseny, du Comité National du Mouvement Libertaire Espagnol en France, prononça un discours aussi riche par sa forme, sa couleur, que par sa substance historique et idéologique.

Avec son éloquence et son dynamisme, elle démontra, elle aussi, toute la nouveauté de l'action spécifiquement politique. Elle stigmatisa tous les maux des révolutions, momentanément vaincus, et tira une intéressante leçon de l'exil auquel Franco, appuyé par le capitalisme international, les avait con-

a commencé avant Franco, peut fort bien lui survivre sous la forme monarchique ou républicaine. La C.N.T.-F.A.I. ne se sépare pas sa cause de celle des masses opprimées et exploitées, indifférentes aux querelles des cliques, mais décidées à conquérir pour elles-mêmes le pain, la paix et la liberté.

La solidarité ouvrière et antifasciste doit s'exercer, plus que jamais, en faveur des pionniers méconnus et désintéressés de la résistance en Espagne, qui sont particulièrement nombreux dans les rangs anarchistes. Il leur faut de l'argent et des armes. (SUITE PAGE 4)

Depuis leur création, la F.A.I. et la C.N.T. ont été presque constamment dans l'illégalité, même sous la république. Ces organisations ont supporté le poids principal de la guerre contre Franco, pendant les années où elles ont pu exister ouvertement et prendre part à l'organisation sociale : la répression s'est abattue sur elles de toutes parts. La plus grande partie des cadres est aujourd'hui dans la fosse commune, en prison ou en exil. Cependant la lutte continue, obscure, implacable, entre les maquis anarchistes et le gouvernement. Franco, habilement, monte en épingle son activité anticommuniste : il se pose ainsi en champion de l'indépendance nationale et exploite les mauvais souvenirs laissés aux Espagnols par la ruse fasciste qu'ils ont subie en 1937-38. Mais les procès et exécutions d'anarchistes se poursuivent dans l'ombre, au secret. De temps en temps une nouvelle parvient à franchir les murs des prisons.

Le mouvement anarchiste et anarcho-sindicaliste ibérique se tient à l'écart des combinaisons gouvernementales vouées à un replâtrage du régime policier et ploutocratique en Espagne. Il sait que la dictature du fil et du triq, qui

question espagnole est, en fait, d'ordre international, et que lorsque l'Espagne se soulèvera à nouveau, les solutions au problème social (au problème humain) apporteront au monde la C.N.T. et la F.A.I. ne prendront toute leur signification que si la révolution d'Espagne est appuyée par des mouvements semblables dans les autres pays.

La révolution sera internationale ou ne sera pas. Si tout laisse prévoir que l'écroulement révolutionnaire jallera de l'Espagne, il est néanmoins évident que toute la suite qu'elle doit comporter dépendra de la solidarité des divers peuples d'Europe (et d'ailleurs) avec le peuple d'Espagne.

Enfin, Frédéric Montseny, du Comité National du Mouvement Libertaire Espagnol en France, prononça un discours aussi riche par sa forme, sa couleur, que par sa substance historique et idéologique.

Avec son éloquence et son dynamisme, elle démontra, elle aussi, toute la nouveauté de l'action spécifiquement politique. Elle stigmatisa tous les maux des révolutions, momentanément vaincus, et tira une intéressante leçon de l'exil auquel Franco, appuyé par le capitalisme international, les avait con-

autres marchandages plus criminels et dangereux, caractéristique de ceux qui ne voient aucun inconvénient à dévier nos principes afin d'atteindre leurs buts personnels ou les prébendes du régime présent ou futur.

Depuis longtemps en Espagne, on ne nous communique pas les vraies nouvelles de l'action des compagnons exilés. Quand le Congrès de Paris fut tenu en mai 1945, bien que « Solidaridad Obrera », d'ici ait publié quelques extraits restreints, Broto, l'époque secrétaire de la Régionale Catalane, et délégué national au Congrès, refusa de donner le moindre rapport en déclarant que des accords séparés avaient été pris. Alors et toujours, ils empêchèrent Solidaridad Obrera et C.N.T. ou d'autres publications de donner l'orientation en France d'arriver à nos mains. Celle qui arrivait était brûlée sous le prétexte (si nous demandons des explications) qu'elle était détruite parce qu'elle était un poison pour les masses. Aujourd'hui encore on ne nous envoie d'autre information que celle qui provient du secteur de Leiva.

Il est incontestable que les collaborationnistes ont agi sans l'autorisation, si même sans consulter les camarades de la base en Espagne. Mais la réaction est d'autant plus forte quand ces derniers apprennent l'abus qui a été fait de la C.N.T. et de la F.A.I.

L'heure n'est pas loin où politiciens et collaborateurs devront abandonner les charges qu'ils ont usurpées en se servant d'une tolérance honteuse et criminelle, couverte par les agents secrets au service de la police du régime franquiste et même de certaines nations intéressées à anéantir le mouvement révolutionnaire espagnol.

« En attendant », les Jeunes Libéraristes publient en Espagne leur journal « Reta » et la F.A.I. fera sortir, si ce n'est déjà fait, « Tierra y Libertad ». Nous devons prêter la plus grande attention et solidarité à nos frères espagnols. Ils ont besoin de la solidarité internationale dans le dernier combat contre le régime franquiste, qui est sur le point d'écarter. Les dernières nouvelles nous font entrevoir une solution réactionnaire au problème espagnol, pour asservir à la fois le capitalisme étranger, monarchistes et catholiques espagnols. Dans cette combinaison figurent des hommes de tous les partis politiques, mais ils ne pourront pas dire qu'ils représentent l'esprit du peuple espagnol. Le peuple espagnol est acquiescent à l'idée de liberté et de justice sociale que proclame la F.A.I.

LE CINÉMA Dernière chance

— Nous perdions peu à peu l'habitude de vivre avec les personnages d'un roman ou d'un film. La valeur humaine disparaissait pour laisser la place à une esthétique creuse et glacée. Nous allions vers les développements à thèse qui font le régal de intellectuels et surtout des snobs dont l'imbécillité consciencieuse n'est plus à discuter. Le cinéma semblait dans l'océan de la médiocrité hebdomadaire où s'égarait dans les mers lointaines que seuls fréquentent les maniaques distingués, les psychologues de laboratoire et les esthètes professionnels.

— C'est alors qu'un film a sauvé l'honneur du cinéma ! Nous ne l'attendions pas, ignorant même son existence. La qualité a toujours peu d'importance. Le reste ! Très cher ! Il y a peu de temps quelques critiques qui possèdent encore une certaine dose de sensibilité nous annonçaient un film « exceptionnel ». Ils avaient raison. Ce film, vient de Suisse, il est signé par un inconnu, Leopold Linberg « Dernière chance » !

— Nous sommes en pleine tourmente. La guerre poursuit sa course à travers une Italie dévastée. Des hommes, des femmes, des enfants fuient la bourrasque, emportés par le vent hasardeux de l'aventure. Il y a quelques-uns, groupés par le destin et guidés par deux soldats alliés. Il y a un Autrichien, des Italiens, des Françaises, que sais-je encore ? Il y a là des êtres humains. Des péripéties se succèdent et créent une fraternité. Poursuivis, traqués, ils vont vers la paix, la civilisation. A quelques kilomètres, c'est la Suisse ! Il faut passer à tout prix, tromper les surveillances frontalières, faire quelque chose, vite, très vite. Et l'on passe grâce au sacrifice d'un jeune réfugié dont l'action n'est pas sublimée mais poignante dans sa simplicité. Cette odyssée se termine sur la terre suisse, après des discussions finalement triomphantes.

DEUX NIGAUDS DANS UNE ILE

— Cela n'a l'air de rien. Ce scénario est vraiment peu de choses. On peut se méfier d'un tel sujet. Cela n'a pas d'importance. Cette « Dernière chance » est inoubliable.

— L'humanité reprend ses droits, s'épanouit librement, respire, vibre, souffre, aime, sent selon ses règles les plus naturelles. Elle atteint sans s'en douter une poésie que Chaplin le premier nous a fait découvrir, une limpidité classique qui est la marque des esprits libérés.

— Profondément et simplement humain, ce film est très beau et très émouvant. Pour la première fois dans

Souscrivez au Libertaire ! ABONNEZ-VOUS

Le LIBERTAIRE a besoin de l'aide de ses lecteurs. Ne touchant aucune subvention et ne faisant pas de publicité, il ne doit compter que sur la vente, les abonnements et la souscription.

L'administration demande à ses correspondants qui lui envoient des fonds au C.C.P., Louis Laurent, 589-76 Paris, 145, qu'il mentionne au dos du talon de chèque l'objet de leur versement. Pour que nous puissions donner suite aux demandes qui nous sont faites, ces précisions nous sont indispensables.

